

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Vers une plate-forme entre partenaires sociaux et gouvernement

D.O  
Libreville/Gabon

Expliquer le contenu des discussions qu'ils ont eues dernièrement avec le Premier ministre, chef du gouvernement, et les actions qu'ils entendent mener pour mettre en place une véritable plate-forme d'échanges avec les partenaires sociaux: tel est l'objet de la rencontre, hier, mardi 17 décembre 2019, à Libreville, entre la ministre de la Fonction publique, Madeleine Berre et sa déléguée Gisèle Akoghet Ntoutoume Essone, avec les différents syndicats du secteur public en grève depuis plusieurs semaines, au sein même dudit ministère.

Parmi les points évoqués par les membres du gouvernement et leurs interlocuteurs pour tenter de résoudre les problèmes qui minent le secteur public, il y a celui relatif aux ateliers de formation au bénéfice de tous les agents publics. Ces ateliers qui se tiendront sur 3 jours à partir de janvier, donneront l'occasion aux agents de la Fonction publique, non seulement de s'exprimer sur toutes les questions qui fâchent, mais également de soumettre des propositions susceptibles de contribuer à l'amélioration des problèmes liés aux ressources humaines.

Aminata Ondo, coordonnatrice principale du Bloc syndical de la Première seconde, quoiqu'ayant posé un certain nombre de conditions pour la participation à ces ateliers sur le dialogue social, s'est dit satisfaite de cette rencontre. "Nous sommes d'accord, Mme le ministre, d'aller à ce forum d'échanges, mais à condition que toutes nos revendications soient prises en compte", a indiqué la syndicaliste.

Parmi les points de revendications dits prioritaires par les partenaires sociaux, figurent les questions d'attribution de



Les membres du Mouvement social des travailleurs gabonais vaillants (MSTGV) posant avec les ministres en charge de la Fonction de publique.

postes budgétaires et la création des matricules de Solde, l'arrimage des pensions civiles et militaires au nouveau système de rémunération, le paiement d'arriérés de la

Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015 aux administrations restantes, le reclassement après stage ou à l'issue des concours professionnels, etc.

À noter, que le ministère de la Fonction publique mène actuellement une opération de recensement statistique des agents, la troisième du genre. À en croire Mme Berre, ce

n'est qu'à la fin de ce recensement devant permettre d'avoir une transparence sur tous les agents, que l'analyse, au cas par cas des dossiers, sera effective.

## La Confejes à Libreville



Une des entreprises services visitée par le consultant de la Confejes.

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

LA Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes) a récemment dépêché à Libreville un de ses consultants, M. Macodé Ndiaye, pour une visite de suivi des projets des jeunes, dans le cadre

du Programme de promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ).

Il s'agit d'un des programmes phares de cet organisme international qui concourt aux politiques publiques de lutte contre le chômage des jeunes et la pauvreté. Conformément au document de cadrage de la Confejes, M. Macodé Ndiaye, au cours de son séjour à Libreville, a visité des entreprises de jeunes évoluant dans différentes activités financées ces cinq dernières années par la Confejes. En effet, entre 2014 et 2019, cet organisme aurait financé 15 projets au Gabon, soit 8 en 2016 et 7 en 2018. Les projets de l'année dernière n'ayant pas encore démarré, les entreprises ciblées au cours de cette visite d'inspection étaient celles de 2016, portées par les promoteurs Tiburse Charly Biveghe (Service/Transport colis: MT-Colis Express), Florent Favi (Économie numérique: Cybercafé " Flavi info plus "), Solange Mengue Motho, etc.

En raison de son séjour relativement court, l'expert de la Confejes n'a pu inspecter que quatre entreprises de Libreville, au détriment de Mouila et Oyem, dans les provinces de la Ngounié et du Woleu-Ntem, où d'autres projets jeunes ont

pu bénéficier des mêmes financements.

Parallèlement, M. Macodé Ndiaye a rencontré Rostand Lepondo, Jean-Daniel Fotso-Eyi, Fernand Gnilo, respectivement secrétaire permanent de la cellule nationale Confejes, directeur de la Promotion des projets des jeunes et coordonnateur national du PPEJ, et vice-président de la Commission nationale de suivi et de soutien (CNSS), en même temps président du Réseau des jeunes entrepreneurs du Gabon. Leurs échanges ont essentiellement porté sur l'ancrage institutionnel du PPEJ dans l'organigramme du ministère en charge de la Jeunesse, les mesures d'accompagnement initiées et mises en œuvre par l'État (exonération fiscale, facilitation d'accès aux terres, appuis techniques et/ou financiers, etc.) et sur les difficultés rencontrées par les jeunes bénéficiaires pour faire fonctionner leurs entreprises.

Photo: D.O